

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Il prévoit également la construction d'une station qui sera assemblée en orbite lunaire à partir de 2024, le Lunar Gateway, futur tremplin pour des vols habités plus lointains.

Envie d'en savoir plus sur la conquête spatiale ?

Test gratuit

Les accords Artemis constituent un ensemble d'ententes bilatérales avec les Etats-Unis, qui s'appuient sur le traité international régissant l'espace extra-atmosphérique de 1967.

« A la fois pour notre communauté scientifique et notre industrie, ce nouveau cadre permettra de faire face à de nouveaux défis et de continuer à compter parmi les grandes puissances spatiales », s'est félicité Philippe Baptiste, cité dans un communiqué.

Lire aussi : [Espace : Philippe Baptiste prend la présidence du CNES dans un univers bousculé par Elon Musk](#)

La Russie et la Chine font bande à part

Les pays signataires adhèrent à une dizaine de principes s'appliquant à leurs futures activités sur la Lune, mais aussi sur Mars ou des astéroïdes : transparence des missions, interopérabilité des systèmes, assistance au personnel en cas de détresse, partage des données scientifiques, préservation des sites historiques...

Une mesure plus controversée prévoit la possibilité de délimiter des « zones de sécurité » pour éviter des « interférences nuisibles » par un tiers, afin notamment de protéger l'exploitation de ressources, comme l'eau lunaire. Et ce, alors que le traité de 1967 interdit toute « appropriation nationale » de ces ressources.

Lire aussi | [Le Lunar Gateway, un futur relais de poste dans l'espace](#)

« D'après notre analyse, les accords Artemis ne sont pas en contradiction avec le traité de 1967 », a expliqué, à l'Agence France-Presse (AFP), Pascale Ultré-Guérard, directrice adjointe des programmes à la direction de la stratégie au CNES. Le texte permet de « cimenter » l'engagement de la France dans

l'exploration lunaire, a-t-elle ajouté. A titre d'exemple, le module Esprit de communication et de ravitaillement de la Lunar Gateway doit être conçu en France par Thales Alenia Space.

Le texte, dévoilé par les Etats-Unis en 2020, n'a été signé ni par la Chine ni par la Russie, qui projettent de construire ensemble leur propre station lunaire.

Écouter aussi | [Objectif Lune : la nouvelle conquête spatiale](#)

Le Monde avec AFP